

Commémoration du cessez-le-feu du 19 mars 1962

Intervention d'Adeline Hazan, maire de Reims

19 mars 2009

Messieurs les présidents d'associations,

Monsieur le commandant en second de la
base aérienne 112,

Mesdames et messieurs les élus,

Mesdames, Messieurs,

Nous savons tous combien ce rendez-vous du 19 mars
marque une volonté particulière.

Nous avons vu les efforts et la persévérance de ceux qui
ont conduit de nombreuses collectivités à célébrer
solennellement cet anniversaire.

Et nous connaissons la difficulté qu'ont tous les peuples
réconciliés à se remémorer ensemble leurs conflits. Cela
est vrai de tous les conflits.

*

La guerre d'Algérie, dont nous commémorons
aujourd'hui la fin, a blessé les deux rives de la
Méditerranée.

Nous devons cet hommage à toutes ses victimes, tuées, blessées, déplacées, et à toute une génération d'hommes et de femmes qui ont y sacrifié leur jeunesse.

Les accords signés à Évian, le 18 mars 1962, ont déterminé la fin des opérations militaires sur le territoire algérien à la date du 19 mars 1962 à midi.

Ces accords constituaient un compromis politique, et non une défaite militaire. Ils furent approuvés par le peuple français à plus de 90 % lors du référendum du 8 avril 1962.

Cette date du 19 mars cristallise donc la volonté de deux peuples de mettre fin au conflit.

Il a fallu attendre 1999 pour que la loi choisisse le terme de « guerre d'Algérie », pour remplacer le terme hypocrite « d'opération de maintien de l'ordre ». Il s'agissait pourtant bien évidemment d'une guerre.

Cette guerre a duré dix ans.

Elle a emporté plusieurs centaines de milliers de vies.

Comme toutes les guerres, elle portait en elle-même les germes de l'injustice, de l'arbitraire, de l'absurde.

En Algérie, la violence du conflit armé a conduit la France à oublier ses valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité. Elle a conduit à la barbarie et à l'impensable.

*

Et le cessez-le-feu n'a pas signifié la fin des violences.

Pour nos compatriotes français d'Algérie rapatriés, c'était l'abandon de leur terre natale.

Pour les harkis, qui n'envisageaient pas d'autre avenir que dans la France, cette fidélité fut un choix lourd de conséquences, pour lesquels ils ont payé un lourd tribut.

Aujourd'hui, il nous faut assumer le passé pour mieux nous projeter dans un avenir de paix et de réconciliation, celui de la France et celui de l'Europe.

*

Aujourd'hui, 6 millions de personnes vivant en France ont une part de leur vie liée à la guerre d'Algérie : pieds-noirs, harkis, algériens et français d'origine algérienne...

Cela est vrai aussi à Reims. Vous savez combien je souhaite que Reims soit une ville rassemblée.

Reims est la ville de la paix. Notre ville le porte en elle, dans son identité, dans son histoire, dans son architecture.

Nous devons collectivement tirer les enseignements de tous les conflits qui touchent les habitants de notre ville. Pour mieux appréhender le présent et l'avenir, et pour poursuivre le travail de réconciliation.

Les plaies sont toujours vives. L'histoire doit encore et toujours être expliquée.

« Qui n'a pas de mémoire, n'a pas d'avenir » disait Primo Levi.

Pour être ambitieux pour notre avenir, nous devons être lucides sur chaque période de notre passé et nous devons être déterminés à entretenir notre mémoire.

Je vous remercie.